TOUS LES PRODUITS SONT CONCERNÉS

L'inflation toujours haussière

L'inflation poursuit encore sa tendance haussière, touchant tous les produits notamment la pomme de terre, les viandes de mouton...

Selon l'Office national des statistiques (ONS), cité par l'agence nationale de presse, le rythme d'inflation annuel a accentué sa hausse en avril pour atteindre 6,4% contre 5,9% en mars, 5,3% en février et 4,9% en janvier 2012. Un taux «nettement» supérieur à celui observé en 2011 (4,5%) et en 2010(3,9%).

Et l'ONS d'expliquer cette tendance haussière par la «remarquable» hausse des prix à la consommation, soit 11% par rapport au même mois de l'année 2011.

En glissement annuel, les produits alimentaires ont augmenté de 15,86%, avec notamment 26,30% pour les produits agricoles frais dont notamment la pomme de terre (116,39%), les légumes (23,97%) et les fruits frais (9,29%). Cette hausse a touché également d'autres produits alimentaires.

Il s'agit notamment des viandes de mouton (28,14%), des œufs (15,42%), des sucres et produits sucrés (12,82%), poisson frais (8,44%), des huiles et graisses (4,87%), laits, fromage et dérivés (2,05%) et la viande blanche (1,3%). Outre les produits alimentaires industriels, en hausse de 7,1%, l'ONS relève que les produits manufacturés ont également augmenté de 7,4% et les services de 5, 84% en avril dernier par rapport à la même période de l'année écoulée.

Egalement, l'ONS relève que durant les quatre premiers mois de 2012, période marquée par de fortes intempéries et la dérégulation accusée du marché, l'indice des prix à la consommation a connu une «forte hausse» de 9,5% par rapport à la même période en 2011, en raison d'une hausse généralisée des prix des produits agricoles frais qui ont augmenté de 20,75%. Cause de cette hausse selon l'ONS, la forte augmentation des prix de la pomme de terre (64,50%), la viande de mouton (27,24%), des œufs (21,98%), les légumes frais (15,03%) et des fruits frais avec 5,27%.

Les produits alimentaires industriels ont aussi marqué une hausse de 6% en raison essentiellement de l'augmentation des prix des boissons (19,86%), du café et thé (7,8%), des sucres et produits sucrés (5,87%) et des huiles et graisses (3,87%), ajoute l'organisme des statistiques. Les prix des produits manufacturés ont également enregistré une hausse de 7,8% ainsi que ceux des services avec 4,87% durant les quatre premiers mois de 2012, selon l'Office.

C. B.

IMPORTATIONS

La facture alimentaire en baisse depuis janvier

La facture alimentaire est en baisse depuis le début de l'année, notamment pour le blé, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis), relevant des Douanes nationales, cité par l'agence nationale de presse. Cette facture a enregistré une baisse de 10,5% durant les quatre premiers mois de 2012 par rapport à la même période de l'année dernière.

Ainsi, cette facture a diminué de 324 millions de dollars, passant de 3,08 milliards de dollars durant les quatre premiers mois de 2011 à 2,76 milliards de dollars. Ce recul résulte, selon le Cnis, d'une baisse des différents produits importés notamment le blé dont le montant est passé de 872,56 millions de dollars à 640,26 millions dollars, soit une baisse de plus de 26,6%. Dans ce contexte, le Cnis relève que les importations algériennes ont enregistré une baisse générale de 7,40%. Trois groupes de produits sur les sept qui constituent la structure ont enregistré des baisses : il s'agit des biens d'équipements industriels qui se sont établis à 4,35 milliards de dollars (-25,83%), les biens d'équipements agricoles (98 millions dollars, -42,01%), les biens alimentaires (près de 2,76 millions dollars, -10,51%) et les demi-produits (3,38 milliards de dollars, -3,72%).

C. B.

BENCHAKKOUR, PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DU LAIT :

«Il faut soutenir la production fourragère»

Invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, Mahmoud Benchakkour, président du Comité interprofessionnel du lait, a estimé qu'il faudrait plus d'efforts de la part de l'Etat, s'agissant des capacités hydriques du pays notamment pour booster la production de lait.

L'intervenant a par ailleurs avancé quelques chiffres sur la filière du lait en Algérie et ses perspectives si on met le paquet pour la développer. «De 1,2 million de litres de lait cru par an il n'y a pas si longtemps, nous sommes arrivés à 800 millions de litres actuellement, ce qui représente une progression significative, et ce, grâce à l'aide de l'Etat et les primes à la production (12 DA/litre), à la collecte (5 DA/litre) et à la transformation (4 DA/litre)», a-t-il souligné. M. Benchakkour a invité de même à un soutien en amont pour mieux aider les éleveurs. «Il faut développer la production fourragère pour réduire le coût de revient. Elle nécessite beaucoup de capacités hydriques que les éleveurs ne possèdent pas. Un hectare irrigué au goutte-à-goutte coûte quelque 200 000 DA et il faudrait que l'Etat y mette au moins 30 %.» Ainsi, nous pouvons facilement arriver à cumuler un troupeau d'un million de vaches d'ici trois ou quatre ans. Sachant, dira-t-il, qu'une vache produit 6 000 litres de lait par an, cela nous économisera 600 millions USD. Et d'ajouter : «Nous n'aurons pas besoin d'importer beaucoup de vaches parce que l'accroissement naturel des troupeaux fait que ça augmente de 30 % par an. C'est ainsi qu'on peut réduire notre dépendance vis-à-vis de l'étranger en matière de lait cru et de poudre de lait.» Il convient de noter que l'Algérie importe par an, l'équivalent de près d'un milliard de dollars en lait. Les Algériens en consomment 1,5 milliard de litres par an.

L. H.

ABDELMALEK SELLAL À RELIZANE

Les eaux géothermales exploitées pour l'agriculture

Le ministre des Ressources en eau, accompagné du wali de Relizane et d'une forte délégation, a procédé à l'inauguration de plusieurs projets initiés dans son secteur qui l'ont guidé dans plusieurs localités de la wilaya.

Le ministre a indiqué, lors d'une visite qu'il a effectuée dans la wilaya de Relizane, qu'en matière de gestion des eaux souterraines que partage l'Algérie avec certains pays, notamment la Tunisie et la Libye, il n'y a aucun problème. «Nous avons conclu des accords avec ces pays, pour une gestion rationnelle de ces ressources», affirme-t-il.

«Une première pour l'Algérie, nous allons entamer l'exploitation des eaux géothermales souterraines pour l'agriculture, comme c'est le cas en Tunisie», ajoute M. Sellal. A propos de la disponibilité de l'eau durant cet été, le ministre rassure en réaffirmant la disponibilité de la ressource en quantité suffisante. «Le taux de remplissage des barrages est rassurant, en plus de la disponibilité des eaux souterraines et des eaux acheminées des stations de dessalement. Normalement, il n'y aura aucun problème dans ce sens. Je tiens aussi à signaler que nous commençons à rejoindre les pays avancés en matière d'alimentation en eau potable.

L'Algérie est arrivée à constituer des réserves de sécurité régionales, en mesure de couvrir trois années de consommation en cas de sécheresse.» Ainsi, ajoute-t-il, à l'Est, c'est le barrage de Beni-Haroun qui va être relié à l'ensemble des barrages de la région, au Centre, c'est le système Taksebt-Koudiet Acerdoun, et à l'Ouest, c'est le barrage de Gargar et le complexe Mostaganem-Arzew-Oran (MAO). «L'interconnexion de ces barrages constitue des réserves régionales, ce qui n'existait pas il y a quelques années», a observé M. Sellal. Le ministre soulignera, par ailleurs, les efforts consentis dans le domaine de l'exploitation des eaux usées épurées. «L'Algérie qui pouvait, à la fin des années 1990, traiter

Photo : Samir Sid

Abdelmalek Sellal.

98 millions de mètres cubes d'eaux usées, a aujourd'hui développé cette capacité à 650 millions de m3 destinés à l'irrigation agricole. L'objectif est d'arriver à réaliser 40 nouvelles stations d'épuration à l'horizon 2015», a-t-il affirmé.

Cette capacité de traitement sera portée à 1 milliard de m³ à l'horizon 2015, a-t-il annoncé.

A. Rahmane

NOUVEAUX PROJETS EN AQUACULTURE

Le secteur vise une production supplémentaire de 8 500 tonnes

Les responsables du secteur de la pêche ont annoncé, hier, que le programme de développement de l'aquaculture pour le quinquennat 2010-2014 vise une production supplémentaire de 8 500 tonnes qui sera réalisée à travers une quarantaine de petits projets animés par des investisseurs.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les experts se sont penchés, hier, sur la problématique de l'aquaculture en Algérie et ses possibilités de développement, dans le cadre du Forum international de la filière aquacole Djazaqua. Ils mettront l'accent sur la diminution des capacités de la pêche maritime et la nécessité d'encourager l'aquaculture. Cette activité, toujours en développement en Algérie, est à ses premiers balbutiements, alors qu'elle progresse de plus en plus à l'échelle mondiale, d'autant que les experts misent sur elle pour assurer la sécurité alimentaire des populations.

La filière représente, selon Mme S. Zair de la sous-direction de la valorisation des potentiels aquacoles, près de 50% du poisson alimentaire dans le monde. En Algérie, selon la responsable, l'activité commence à se hisser au rang des activités économiques et progresse de la phase expérimentale vers l'étape de production et participation au développement socio-économique du pays. «Au cours des dernières décennies, rappelle-t-elle, une série d'actions de développement ont été initiées d'autant que les potentiels naturels existent. Ceci en plus de l'adaptation des législations et réglementation en matière de codification des activités aquacoles nationales, et la création d'une chambre nationale de la pêche.» Mme Zair dira aussi que des «investissements publics ont été consentis visant notamment la vulgarisation de la profession à travers la réalisation d'établissements d'aquaculture pilotes dans les différentes filières d'aquaculture».

Des actions ont aussi été initiées avec d'autres secteurs dont le tourisme, les ressources en eau et l'agriculture et le développement rural. Selon l'intervenante, ces actions ont permis l'émergence de diverses opportunités de création d'entreprises privées dans les différentes filières d'aquaculture, aussi bien sur la côte qu'à l'intérieur du pays.

Le ministère de la Pêche a, par ailleurs, lancé un autre programme de développement pour le quinquennat 2010-2014 qui visera la consolidation du premier programme. «Ceci à travers la réalisation de projets de production de moyenne dimension et en orientant les investissements vers des activités de production à haute valeur marchande ayant donné des résultats probants sur le terrain», expliquera l'intervenante. Elle notera aussi que le programme se fixe pour objectif une production supplémentaire de 8 500 tonnes qui sera réalisée à travers une quarantaine de projets.

Les responsables des chambres de la pêche mettront, pour leur part, l'accent sur la nécessité d'orienter et de former les jeunes pour qu'ils intègrent les dispositifs d'aide et réalisent leurs propres projets dans le domaine de l'aquaculture.

La rencontre qui a rassemblé des experts en aquaculture s'est tenue en marge du salon Sipsa-Agrofood qui se tient à la Safex.

F.-Z. B.